



REPUBLIQUE D'HAÏTI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

TRESOR PUBLIC

N° 005

Direction Générale du Trésor
et de la Comptabilité Publique

BULLETIN STATISTIQUE

DE LA DETTE PUBLIQUE

Décembre 2017

BULLETIN N° 005
1^{ER} TRIMESTRE

EXERCICE 2017-2018

Note de l'édition

Dans le cas des Pays à faible revenu, la constitution du portefeuille de la dette publique est généralement caractérisée par la prédominance de la dette extérieure sur la dette intérieure. En effet, Haïti, en tant que pays à faible revenu, n'a pas échappé à cette réalité. Déjà, depuis la genèse de la dette publique haïtienne, l'emphase a toujours été mise sur la dette extérieure pour financer, en complément des ressources intérieures, la mise en œuvre des politiques de l'Etat.

Aujourd'hui, dans la perspective de réduire les risques liés à l'endettement, le Ministère de l'Economie et de Finances (MEF) et ses partenaires s'engagent à développer le marché obligataire du pays. L'expérience des Bons du trésor (BT) et d'autres obligations émises par le Trésor Public sur le marché primaire a révélé les forces et faiblesses de ce marché en gestation et encourage l'Etat à aller davantage vers une meilleure composition du portefeuille de la dette intérieure.

Au début de cette nouvelle année fiscale, 2017-2018, le MEF veut continuer à envoyer des signaux positifs aux partenaires nationaux et étrangers afin de renforcer la confiance et faciliter les opérations. Dans cette perspective, la publication de ces données se veut être un instrument de communication que le Ministre, Monsieur Jude Alix Patrick SALOMON, met à la disposition de tous les secteurs pour leur présenter une photographie de la situation de la dette publique du Pays.

Cette première édition de l'exercice en cours est conçue et réalisée grâce à la diligence de :

- M. Pierre Eroid **ETIENNE**, Directeur Général
- M. Jean Donat **ANDRE**, Directeur Général Adjoint au Trésor et à la Comptabilité Publique ;
- M. Jean Bouco **JEAN JACQUES**, Directeur Général Adjoint à la Réforme ;
- Mme. Guerda M. **PIERRE-TOUSSAINT**, Directrice de la Trésorerie et de la Dette
- M. Lubin Géraldy **SANTANA**, chef du Service de la Stratégie d'Endettement et de la Gestion des Risques (SEGeR)
- M. Jean Joad Junior **CLEMENT**, Analyste économique au SEGeR
- M. John **LAFOND**, Analyste financier au SEGeR
- M. Jean Alix **PIERRE**, Technicien en Finances Publiques au SEPa



La gestion de la dette publique, fonction stratégique permettant à l'Etat de planifier, de pourvoir et d'administrer le portefeuille de la dette tout en minimisant les coûts et contenir les risques à un niveau acceptable, serait inefficace sans une bonne gestion de la trésorerie. En effet, la gestion de la trésorerie permet, pratiquement, d'assurer à tout moment le financement des opérations de l'Etat en prévoyant les ressources nécessaires pour couvrir les dépenses programmées. Il existe donc une étroite relation entre les fonctions de gestion de la dette publique et celle de la trésorerie. La maîtrise de cette relation assure l'efficacité de l'une et de l'autre.

Dans l'optique d'une bonne maîtrise de cette relation pour optimiser ces deux fonctions, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP), à travers le processus de réforme entamé, travaille à l'amélioration du plan annuel mensualisé de trésorerie en mettant l'emphase sur la programmation des dépenses de l'Etat.

1.- SITUATION DU COMPTE CENTRAL DU TRESOR

Au 1^{er} octobre 2017.

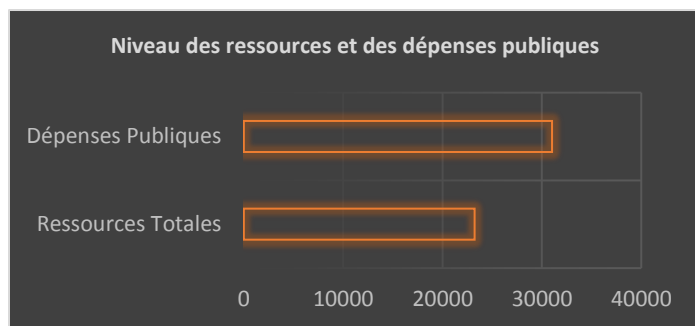
Au terme de l'exercice fiscal 2016-2017, le compte central du trésor a affiché un solde déficitaire de 5,861 millions de gourdes. Un déficit cumulé qui peut s'expliquer, d'une part, par des manques à gagner enregistrés, en termes de recettes, entre les prévisions et les réalisations et, d'autre part, en raison du fait que les dépenses encourues excèdent les crédits budgétaires. En ce qui a trait aux manques à gagner, il est important de noter qu'ils se situent particulièrement au niveau des recettes pétrolières et représentent près de 9 milliards de gourdes.

Au 31 Décembre 2017

Les opérations de trésorerie du premier trimestre se sont soldées sur un déficit de 7,766 millions de gourdes. Mis à part du déficit hérité ainsi que des dépenses de l'exercice antérieur imputé à l'exercice en cours, au premier trimestre de l'exercice 2017-2018, le Trésor Public souffre d'un déficit d'opération de 7,383. Millions de gourdes

OPERATION DU COMPTE CENTRAL DU TRESOR DU 1^{ER} OCTOBRE 2017 AU 30 DECEMBRE 2017. LES MONTANTS SONT EXPRIMES EN MILLIONS DE GOURDES

Comptes/ Sous- comptes	Montant
Ressources Totales	23 239,00
<i>Ressources fiscales</i>	21 666,00
<i>Autres ressources</i>	1 573,00
Dépenses publiques	31 005,00
Solde du Compte Central du Trésor	- 7 766,00



2.- Gestion du Portefeuille de la dette publique d'Haïti pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2017.

A. Encours de la dette publique au début du 1er trimestre

Au 30 septembre 2017 le stock de la dette publique était de 3,023.92 millions de dollars américains, dont 70% au titre de la dette externe. Le portefeuille de la dette reste toujours dominé par les obligations envers le Venezuela qui représentent plus de 1,800 millions de dollars américains.



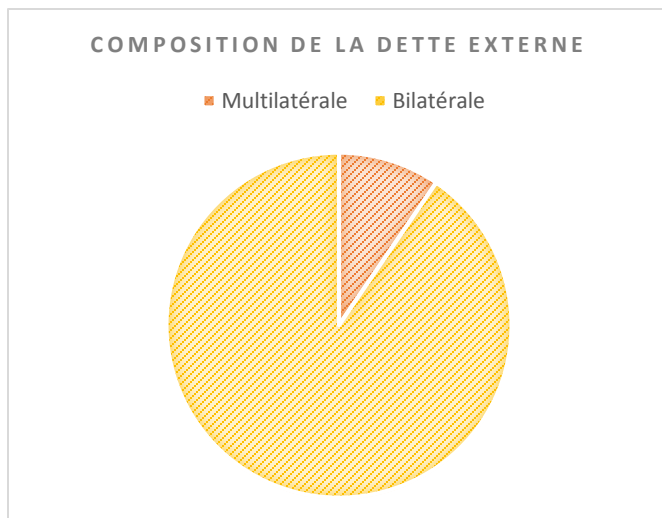
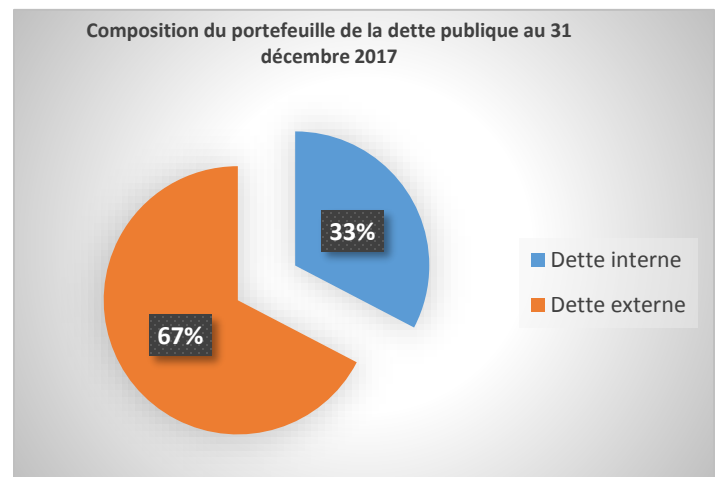
B. Nouvelle dette engagée durant le premier trimestre

Durant le premier trimestre de l'exercice 2017-2018, outre les financements traditionnels sur les engagements tels que : PDVSA et OPEC, 3 nouveaux prêts sont venus s'ajouter à l'encours existant de la dette publique intérieure, il s'agit de:

- Les **Crédits Fournisseurs** contractés pour un montant de 115 millions de dollars américains ;
- L'enregistrement d'un prêt contracté auprès de l'**ONA** durant l'exercice 2015-2016 pour un montant de 1,260 millions de gourdes
- L'enregistrement d'un prêt contracté auprès de la **Pension Civile** pour un montant de 70 millions de gourdes.

C. Encours à la fin du 1^e trimestre

Au terme du premier trimestre de l'exercice fiscal 2017-2018, soit le 30 décembre 2017, le stock de la dette publique est passé à 3,168.22 millions de dollars américains (environ 201,774.88 millions de gourdes). La composition du portefeuille est restée largement dominée par la dette externe qui représente environ 67.35%. La dette externe est composée majoritairement par des engagements bilatéraux avec une large part pour le Venezuela, soit 84.49% du portefeuille externe.



D. Service de la dette publique durant le 1^{er} trimestre 2017-2018

Le service de la dette publique correspond à l'ensemble des montants que l'Etat décaisse pour honorer ses engagements vis-à-vis de ses créanciers, il se compose des amortissements et des intérêts. Au 31 décembre 2017 le Trésor a déjà décaissé 4,793.49 millions de gourdes pour répondre à ses obligations envers ses créanciers, ce montant représente 34.93% du montant prévu dans le budget 2017-2018.

Des 4,793.49 millions de gourdes, 72.26% ont été décaissés pour honorer les obligations de l'Etat envers les créanciers locaux, et 27.74 % pour le service de la dette extérieure.

Tableau de l'encours de la dette Publique au 30 décembre 2017 (en millions de gourdes)

Créanciers	Encours (en millions de gourdes)	
	GOURDES	DOLLARS
Dette interne	65 880,48	1 034,44
BRH	54 559,54	856,68
<i>Syndication</i>	1 004,06	15,77
<i>Créances/T.Publ</i>	53 555,48	840,92
AIF	4 747,40	74,54
<i>ONA</i>	1 260,00	19,78
<i>BONS DU TRES</i>	1 400,00	21,98
<i>PSUGO</i>	1 083,33	17,01
<i>SYNDICATION</i>	1 004,06	15,77
AUTRES	6 573,54	103,22
<i>Pension civile</i>	70,00	1,10
<i>Crédit Fournisseur</i>	6 503,54	102,12
Dette externe	135 894,40	2 133,78
Dette bilatérale	122 941,28	1 930,40
<i>Bandes</i>	1 702,93	26,74
<i>PDVSA</i>	114 812,38	1 802,76
<i>Chine-Taiwan</i>	6 425,97	100,90
Dette multilatérale	12 953,12	203,39
<i>FMI</i>	6 553,40	102,90
<i>FIDA</i>	3 515,53	55,20
<i>Opec</i>	2 879,19	45,21
<i>Bid/Minoterie</i>	5,00	0,08
Total	201 774,88	3 168,22



Tableau du Service de la dette interne pour le premier trimestre de l'exercice 2017-2018 (en millions de gourdes)

Créanciers	Prévisions 2017-2018			Exécution 2017-2018			Solde		
	Amortissement	Intérêts	Total	Amortissement	Intérêts	Total	Amortissement	Intérêts	Total
Dettes internes	5 070,83	441,42	5 512,26	3 337,37	126,57	3 463,94	1 733,46	314,85	2 048,31
AIF	2 887,50	380,84	3 268,34	1 811,88	88,46	1 900,34	1 075,63	292,38	1 368,00
BONS DU TRESOR	-	-	-	1 400,00	-	1 400,00	1 400,00	-	- 1 400,00
PSUGO	500,00	58,75	558,75	125,00	17,50	142,50	375,00	41,25	416,25
SYNDICATION	1 147,50	322,09	1 469,59	286,88	70,96	357,84	860,63	251,13	1 111,75
ONA	1 240,00	-	1 240,00	-	-	-	1 240,00	-	1 240,00
ACI	2 183,33	60,58	2 243,92	1 525,50	38,11	1 563,60	657,83	22,48	680,31
PENSION CIVILE	-	-	-	23,33	3,21	26,54	-	-	-
CREDIT FOURNISSEUR	-	-	-	428,66	34,90	463,56	-	-	-
Dettes externes	6 047,23	1 569,09	7 616,33	1 015,52	314,03	1 329,55	5 031,71	1 255,06	6 286,78
Dettes bilatérales	5 886,69	1 478,37	7 365,06	1 005,48	303,35	1 308,83	4 881,20	1 175,02	6 056,23
BANDES	124,25	74,34	198,59	45,49	26,79	72,29	78,76	47,55	126,30
PDVSA	5 367,57	1 219,64	6 587,21	911,07	212,28	1 123,35	4 456,50	1 007,36	5 463,86
CHINE-TAIWAN	394,87	184,39	579,26	48,92	64,27	113,19	345,95	120,12	466,06
Dettes multilatérales	160,55	90,72	251,27	10,04	10,68	20,72	150,51	80,04	230,55
OPEC	159,69	90,66	250,35	10,04	10,68	20,72	149,65	79,98	229,63
BID	0,86	0,06	0,92	-	-	-	0,86	0,06	0,92
Total	11 118,07	2 010,52	13 128,58	4 352,90	440,60	4 793,49	6 765,17	1 569,92	8 335,09

Source : MEF/DGTCP/DTD

3.- Dette envers les fournisseurs de biens et services au 31 décembre 2017

Au 31 décembre 2017 le montant des créances de l'Etat, enregistré à la DTD au titre des Autres Créanciers Internes (ACI), s'élève à 2,522.67 millions de gourdes. 74% de cette créance résultent de contrats passés entre le MTPTC, le MARNDR et la Chambre des députés.

À la fin du premier trimestre, près de 1,5 milliards de gourdes ont déjà été décaissés au titre du service des ACI, soit environ 70% de la prévision budgétaire.

Considérant le volume des ACI reçus et enregistrés à la DTD par rapport à la disponibilité budgétaire restant au 31 décembre 2017, il est évident que le solde restant est insuffisant pour honorer ces engagements contractés en dehors du processus budgétaire. Dans l'hypothèse où le règlement de ces dettes (ACI) deviendrait contraignant, l'Etat devra se donner les moyens pour les honorer soit par l'émission de nouvelles obligations ou de recourir à de nouveaux emprunts sur le marché intérieur.

Présentation du tableau des arriérés de paiements de l'Etat envers les Fournisseurs

Arrière de paiement de l'Etat envers les fournisseurs de biens et services	
BENEFICIAIRES	MONTANT A PAYER
MAEC	4,316,532.50
MARNDR	427,366,252.32
MAST	23,001,521.16
MC	106,012,624.34
MICT	6,123,976.97
MTPTC	996,129,034.59
PNH	72,276,514.67
AGD	158,390,000.00
BSEIPH	2,739,000.00
Bureau du PM/ Primature	11,677,936.56
Primature	1,600,000.00
Cabinet particulier du President	6,185,925.70
Chambre des députés	461,125,300.51
CSPJ	43,540,109.17
DGI	861,210.00
FAES	83,780,381.13
MDE	1,000,000.00
MDT	7,677,954.00
ONI	5,539,448.00
Pension Civile	66,597,222.25
Senat	19,500,352.00
TNH	148,070.00
UEH-RECTORAT	17,083,153.35
TOTAL	2,522,672,519.22